

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

### **ST46 - L'européanisation et ses coins d'ombre : vers une normalisation des études européennes ?**

Les attitudes des Français vis-à-vis de l'UE et vis-à-vis de la mondialisation :

une seule et même dimension ?

Cautrès, Bruno , CEVIPOF (Centre de recherches politiques de Sciences Po) / CNRS

#### Résumé

Peu de travaux, au plan français ou au plan international, différencient les effets d'interaction entre les représentations populaires de l'intégration européenne et celles de la mondialisation. La littérature consacrée aux attitudes politiques des citoyens vis-à-vis de l'UE, opérationnalise l'analyse de ces représentations en passant souvent sous silence la question de leur « intrication » avec celle plus large à la mondialisation. Si l'on suit les lignes de recherche de Hans-Peter Kriesi, la mondialisation aurait provoqué l'apparition en Europe de l'Ouest d'un nouveau clivage entre « perdants » et « gagnants » traduisant ses effets dans les systèmes de partis et les comportements politiques et interprétable en terme de « critical juncture ». Les citoyens européens mettent-ils en œuvre des représentations sociales contrastées et différenciées pour les deux niveaux et les deux types de phénomène ? Nous proposons d'apporter des éléments de réponse à cette question sur le cas de la France qui présente des caractéristiques intéressantes comme étude de cas (formes de contestation de la mondialisation dans l'opinion, effets de cette thématique dans la campagne du « Non » lors du referendum du 29 mai 2005). Les données analysées seront celles de l'Eurobaromètre (notamment 71.3), mais aussi celles de Baromètre Politique Français réalisé par le CEVIPOF en 2006 et 2007.

*Merci de ne pas citer, work in progress*

## Introduction

Les attitudes des européens vis-à-vis de la mondialisation semblent marquées par un fort sentiment de craintes et notamment de voir remis en cause certains des aspects les plus symboliques de l'Etat-providence tel qu'il s'est développé au cours des décennies qui ont suivi le second conflit mondial. Face aux défis posés par l'économie ouverte mondialisée, les européens ne perçoivent pas toujours quel est le rôle de l'Union européenne : « bouclier » protecteur ou au contraire vecteur de la mondialisation économique ? Dans les travaux qu'elle a consacrés aux rapports des européens, français notamment, à la mondialisation Sophie Meunier résume bien toute l'ambiguïté des attitudes des européens face à l'Union européenne dans le contexte de la mondialisation : « dans de nombreux pays européens, en particulier ceux de la 'vieille Europe', la mondialisation est plus souvent perçue comme une menace que comme une opportunité : certains la voient comme menaçant leur emploi; d'autres comme menaçant leurs avantages sociaux; d'autres encore comme menaçant leur mode de vie. La marge de manoeuvre des politiques nationales s'est trouvée limitée et la convergence entre les modèles économiques nationaux s'est accrue. L'UE est souvent présentée par ses critiques comme un « cheval de Troie »<sup>1</sup> qui aurait fait pénétrer la mondialisation néo-libérale au sein de l'Europe, mais l'Europe est aussi présentée par ses défenseurs comme la meilleure parade des Européens contre les effets négatifs de la mondialisation. Devant ce phénomène qui suscite de nombreuses inquiétudes, les publics européens se sont sentis désarmés et ont réclamé une reprise en main de leur destin par l'Europe, passant par plus de gouvernance mondiale »<sup>2</sup>.

Notre texte souhaite traiter du cas particulier des attitudes politiques des français vis-à-vis de la mondialisation et de l'intégration européenne simultanément. Il s'inscrit dans une série de travaux et de réflexions antérieures concernant le rapport des français à l'intégration européenne et plus général la question de « l'exception française »<sup>3</sup>. Cette exception, souvent invoquée et rarement empiriquement démontrée, est une question politique tout autant qu'une question de recherche. De nombreuses réflexions politiques et essais ont en effet tenté d'expliquer le paradoxe français : un des « pays moteur de la construction européenne » (selon les rhétoriques habituelles de la classe politique française), fondateur de cette construction, dont les valeurs politiques sont marquées depuis deux siècles par la question de l'universalisme républicain, mais qui dans le même temps semble hésiter, voire craindre, les évolutions liées à l'ouverture de son économie. Les enquêtes de l'Eurobaromètre indiquent même que la France est l'un des pays membres de l'Union européenne où les attitudes négatives et craintives vis-à-vis de la mondialisation sont les plus prégnantes : ainsi, à l'automne 2009 73% des français considèrent que « la mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises dans notre pays », un écart de 32 points de pourcentages avec l'ensemble des pays membres de l'Union européenne (Eurobaromètre 71.3). Cette donnée s'inscrit dans un cadre plus large : la contestation de la mondialisation, ou même seulement le discours critique vis-à-vis de l'économie mondiale et ouverte, a

---

<sup>1</sup> Voir le texte de Joachim Schild et Philipp Hessel, très proche de nos approches : *Bulwark, Trojan Horse or What? Citizen's Attitudes Towards the EU's Role in the Process of Globalisation*, paper presented au Congrès EUSA, Los Angeles, avril 2009.

<sup>2</sup> Sophie Meunier. L'Union européenne, la « mondialisation maîtrisée » et l'épreuve du cycle de Doha. *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol VIII, 2007 ; voir également du même auteur : Sophie Meunier. "Globalization and Europeanization: A Challenge to French Politics", *French Politics*, 2004, 2, (125-150)

<sup>3</sup> Voir : Bruno Cautrès, Daniel Boy, Nicolas Sauger (dir.). *Les Français sont-ils des européens comme les autres ?* Paris, Presses de Sciences Po, 2010

connu des développements importants en France depuis deux décennies. La France est-elle devenue le pays où la contestation de la mondialisation se porte le mieux en Europe ? Et pour quelles raisons ?

On peut reprendre cette question à l'aide de données récentes et d'un questionnement croisé sur les perceptions françaises de l'intégration européenne et de la mondialisation : les français associent-ils, plus que les autres européens, ces deux processus historiques ? Leurs perceptions de l'un et de l'autre de ces deux processus sont-elles disjointes ou au contraire ne sont-elles qu'une seule et même dimension, opposant les représentations sociales et les attitudes politiques d'un monde « ouvert » à celles qui refusent cette ouverture ? Les travaux consacrés aux transformations des univers idéologiques des français au cours des dernières décennies ont en effet mis en lumière les effets politiques majeurs d'un clivage entre « universalisme » et « anti-universalisme »<sup>4</sup>. Ce nouveau clivage, en partie indépendant du clivage gauche-droite, opposerait les valeurs de la tolérance et de l'acceptation de l'ouverture aux valeurs du repli identitaire, voire de l'ethnocentrisme et de la xénophobie. De quelle manière ce nouveau clivage s'exprime-t-il dans les représentations populaires de la mondialisation en France ? L'Union européenne est-elle avant tout perçue comme le « cheval de Troie » de la mondialisation ou comme un « bouclier » protecteur ? Telles sont les questions principales auxquelles ce chapitre veut apporter des réponses.

L'analyse des liens entre perceptions de la mondialisation et perceptions de l'intégration européenne en France se justifie tout d'abord par un certain nombre d'événements politiques majeurs qui se sont déroulés en France depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000 : la qualification pour le second tour de l'élection présidentielle de 2002 du candidat du Front national, Jean Marie Le Pen, qui au soir de sa qualification parle du peuple victime de « l'euro-mondialisme de Maastricht » ; le référendum sur le projet de traité constitutionnel européen le 29 mai 2005. Ce référendum tient une place fondamentale dans l'objet de ce texte car il a donné l'occasion au camp du « non » d'exprimer diverses formes du rapport à la mondialisation et à l'intégration européenne en France : « anti-mondialisme » d'extrême-droite, « alter-mondialisme » de gauche ou d'extrême-gauche, union européenne présentée comme le « cheval de Troie » de la mondialisation ou au contraire intégration européenne présentée comme le seul rempart ou « bouclier » efficace contre les aspects négatifs de la mondialisation. On a pu à la fois identifier à travers ces différents éléments de nouvelles formes du rapport des français à l'intégration européenne et l'expression d'une très grande crainte face à la mondialisation<sup>5</sup>. Les traces du 21 avril 2002 mais plus encore du 29 mai 2005 sont encore perceptibles dans la séquence électorale de 2007 et depuis<sup>6</sup> : présence parmi les candidats à l'élection présidentielle

---

<sup>4</sup> L'émergence de ce clivage en France a été particulièrement analysée par les travaux de Gérard Grunberg et Etienne Schweisguth, qui en font le support d'une nouvelle configuration de l'univers idéologique des français depuis le milieu des années 1990, dénommée la « tripartition » de l'espace politique française entre gauche, droite et extrême-droite. Voir : Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth. Vers une tripartition de l'espace politique. In : Daniel Boy, Nonna Mayer (dir.), *L'électeur à ses raisons*. Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 179-218 ; Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth. La tripartition de l'espace politique, in : *Le vote de tous les refus*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 339 à 362 ; Gérard Grunberg. Vers un espace politique bipartisan ?, in : *Le vote de rupture*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008, p. 253 à 270.

<sup>5</sup> Nous avons, avec Céline Belot, mis à jour dès 2004 (utilisant les données du Panel électoral français de 2002), que les craintes des français vis-à-vis de l'intégration européenne s'exprimaient dans un espace à deux dimensions : une dimension générale de craintes ou d'absence de craintes et une dimension spécifique de craintes en matière de conséquences négatives de l'intégration européenne sur la protection sociale en France. Si la première dimension perturbe en partie le clivage gauche-droite, la seconde dimension la restitue très largement. Voir : Céline Belot, Bruno Cautrès. L'Europe invisible mais omniprésente. In : Bruno Cautrès, Nonna Mayer (dir). *Le nouveau désordre électoral en France*. Les leçons du 21 avril 2002. Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

<sup>6</sup> Voir : Bruno Cautrès, Sylvie Strudel. Les traces du référendum du 29 mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007. *Cahiers du CEVIPOF*, no. 46, 2007.

de 2007 de José Bové, figure emblématique de l'altermondialisme en France, celle de Jean-Luc Mélenchon au nom de « Front de gauche », parmi les candidats de gauche à l'élection présidentielle de 2012, la candidature aux primaires socialistes de 2011 d'un candidat (Arnaud Montebourg) qui se revendique de la « démondialisation », la création en 2009 d'un « Nouveau Parti Anti-capitaliste » (NPA) issu de la Ligue Communiste Révolutionnaire, la réaffirmation par Marine Le Pen, nouveau président du Front national, d'un discours axé sur la « remise en ordre de l'Etat-nation par une souveraineté recouvrée » et d'un « Etat protecteur et efficace au service de la communauté nationale »<sup>7</sup>. Ces éléments ne sont que quelques un des indicateurs qui traduisent que le débat public en France continue d'être travaillé en profondeur par la question du rôle et de la place de l'Etat nation aujourd'hui, par celle de l'avenir du compromis français en matière sociale et plus fondamentalement encore par la question du rapport de la France à la modernisation et mondialisation économique.

L'analyse des liens entre perceptions de la mondialisation et perceptions de l'intégration européenne se justifie également au plan théorique. Si l'on reprend une partie des arguments d'Andrew Moravcsik, critiquant la théorie néo-fonctionnaliste de l'intégration européenne, l'Europe pourrait être vue comme un cas particulier de « régime international » destiné à gérer l'interdépendance et penser l'Europe ne nécessiterait pas de théorie particulière ou ad-hoc. Par ailleurs, nombre des débats et hypothèses formulées pour penser la question du « déficit démocratique » de l'intégration européenne, peuvent être mis en perspective vis-à-vis de la question de la globalisation. Ce parallélisme des débats illustre bien le point de vue selon lequel la globalisation n'est pas qu'une question de compétition économique mais aussi, selon les mots de Zaki Laidi une compétition entre systèmes sociaux et systèmes de valeurs : « la mondialisation n'est plus une simple affaire de compétition entre économies, mais de compétition entre systèmes sociaux. Ce qui veut dire que ce sont désormais les facteurs non directement économiques qui sont potentiellement mis en cause dans le cadre d'une hypothétique égalisation des conditions de l'échange. D'où le fait que la mondialisation apparaît comme un phénomène socialement ressenti »<sup>8</sup>.

Les débats sur la mondialisation en France s'inscrivent également dans une histoire de plus longue durée. Ils commencent à s'inscrire dans le débat public à la fin des années 1980 et au début des années 1990. La fin des années 1980 est marquée par une réduction des affrontements idéologiques et une forme de consensus sur la fin de « l'exception française ». L'expérience de la gauche au pouvoir, entre 1981 et 1988 notamment (et malgré la cohabitation de 1986 à 1988), confrontée aux réalités de l'exercice du pouvoir et de l'économie internationale, l'épuisement budgétaire de l'Etat-providence avaient en effet considérablement atténué le climat des grands affrontements idéologiques caractéristiques des décennies de l'après-guerre. Les transformations politiques et celles du paysage électoral (Parti communiste en déclin électoral, extrême-droite émergente, abstention croissante à tous les scrutins) venaient ajouter leur part pour transformer, au-delà des discours convenus sur le refus français du changement, le paysage social et politique de la France.

Comme l'a très bien analysé Eddy Fougier dans ses travaux très documentés sur l'altermondialisme en France<sup>9</sup>, ces éléments expliquent l'éclosion au milieu des années 1990 d'une forte contestation de la

---

<sup>7</sup> Expressions utilisées par Marine Le Pen dans son discours au congrès de Tours du Front national le 16/01/2011, après son élection à la présidence de du FN.

<sup>8</sup> Zaki Laidi « L'État et la mondialisation », *Le Débat* 1/2004 (n°128), p. 97-100.

<sup>9</sup> Voir en particulier : Eddy Fougier. *La Contestation de la mondialisation : une nouvelle exception française ?* (Les Notes de l'Ifri, 46, 2002). Voir également : Le mouvement alter-mondialiste. *Problèmes politiques et sociaux*, n°897, février 2004 ; La France face à la mondialisation. *Problèmes politiques et sociaux*, n° 920, janvier 2006 ; *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?* Paris, Lignes de repères, 2004, 174 p.

mondialisation en France. Cette apparition, nous dit-il, « semble contredire cette forme de ‘fin de l’histoire’ à la française, c’est-à-dire cette reconnaissance quasi généralisée des principes de l’alternance démocratique, mais aussi, et surtout, de l’économie de marché ». Ce diagnostic est largement juste mais on peut le nuancer : l’éclosion de l’altermondialisme en France au milieu des années 1990 n’est en fait qu’une demie-surprise car une tradition politique française contestatrice existe. La « France qui conteste », celle des périphéries de la société centralisée, s’incarne depuis longtemps dans des mouvements politiques qui échappent souvent aux organisations politiques « dans le jeu » qui, après coup, réinterprètent et finalement intègrent à leurs stratégies politiques des enjeux, voire des acteurs, qui ont tout d’abord contesté le jeu et ses règles. Dans une perspective plus récente et contemporaine, cette contestation à la française est née, en grande partie, dans le sillage du débat des débats sur Maastricht. On ne peut expliquer l’éclosion de l’altermondialisme en France sans prendre en compte deux éléments clefs : l’importance des changements opérés sous l’effet des agendas européens dans la décennie allant du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 d’une part ; la tradition intellectuelle française d’un universalisme. Il est moins facile, mais néanmoins nécessaire, d’introduire dans l’analyse la complexité des relations entre la France et le monde « anglo-saxon » : dans cette tradition intellectuelle française se mêlent le sentiment national que la France incarne des valeurs universelles qui ont vocation à dépasser ses frontières, une relation historique ambiguë avec les Etats-Unis et une lecture en creux, en contrepoint, des choix politiques opérés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne dans les années 1980 : Ronald Reagan et Margaret Thatcher incarnent alors, aux yeux de nombreux segments de l’opinion publique et des forces politiques en France, l’anti-thèse du « modèle français ». Pour comprendre les racines historiques de cette référence intellectuelle au « modèle français » (ou plus explicitement encore au « modèle social français »), il faut rappeler que la France moderne s’est constituée autour d’une centralisation qu’aucune décentralisation n’est parvenue à gravement remettre en cause. Si une réforme récente de la Constitution de 1958 ajoute que la France est une et indivisible mais qu’elle est une « république décentralisée », les réalités françaises continuent néanmoins d’incarner une verticalité et une centralité dans de nombreux secteurs. L’idée que l’Etat et les « services publics » sont les garants de l’égalité et de l’unicité de la République est une donnée idéologique fondamentale de la France que l’on ne peut réduire à la défense des « privilèges » du secteur public et des « acquis sociaux ».

Les années 1991 à 1993 constituent à bien des égards un véritable tournant et l’on ne peut comprendre le rapport que la France entretient avec la mondialisation sans prendre en compte ce tournant. La récession économique de l’année 1992, les débats frontaux entre tenants d’une approche européenne et tenants d’une approche plus nationale, la chute de l’empire soviétique, contribuent de manière significative à projeter la France dans un rapport à l’Europe et au monde plus inquiet.

### ***L’Europe : un rempart contre la mondialisation ou un bouc-émissaire ? trames communes.***

L’une des particularités de l’opinion française dans son rapport à la mondialisation, tient à la connexion opérée entre l’état de l’économie nationale, la persistance d’un chômage de masse, la réduction des marges de manœuvre de l’action politique et publique gouvernementale et les flux de l’économie internationale ouverte. L’opinion publique est craintive face à ces changements, un véritable « syndrome » de pessimisme, de manque de confiance dans l’avenir économique et social caractérisant l’opinion des français à cet égard. On pouvait penser, jusqu’en 2005, que l’opinion française acceptait que face à cette mondialisation des échanges l’intégration européenne constituait, à défaut d’un rempart une réponse : jusqu’au milieu des années 1990, la vie politique française est d’ailleurs fortement traversée par la question de l’antagonisme entre les tenants de l’ouverture à l’Europe et les tenants du

protectionnisme et de la défense de la Nation. Le référendum de 1992 symbolisa ce combat politique entre partisans du oui et du non à l'Europe. Les tenants du oui développent alors la thèse de l'intégration européenne, économique, monétaire et politique, comme la seule réponse possible à l'émergence de nouvelles puissances économiques. Les tenants du non, leur opposent principalement la perte de souveraineté économique et politique.

L'ampleur de la victoire du « Non » au référendum du 29 mai 2005<sup>10</sup> en dit long sur les évolutions apparues en treize ans. Ce clivage s'est déplacé et il oppose moins les forces politiques et les électeurs sur le principe de l'intégration européenne que sur ses modalités de mise en œuvre. A la question de principe sur l'intégration européenne il substitue celle du type d'intégration européenne. Cette évolution manifeste clairement qu'en treize ans, de 1992 à 2005, la question européenne s'est à la fois politisée en France tout en ne parvenant pas à établir que plus d'Europe veut dire plus de protection face à la mondialisation. La France est, toutes les enquêtes le montrent, le pays d'Europe où la crainte des conséquences socio-économiques de l'Europe est l'une des plus fortes, où la crainte que plus d'Europe veuille en fait dire plus de délocalisations (voir supra) est également très fortes. On ne peut donc dire qu'en France l'opinion publique adhère à une vision de l'Europe puissance, au sens économique, face à la mondialisation. Positionnée par rapport aux autres pays européens, la France n'est que tièdement favorable au principe même de l'intégration européenne, plus vécu comme un acquis et une donnée que comme une volonté politique. Lorsque l'on compare les opinions publiques européennes, la France occupe, du point de vue des opinions sur l'intégration européenne, une position intermédiaire entre les pays les plus europhiles et les pays les plus europhobes.

Le référendum du 29 mai 2005 n'avait donc rien d'un mouvement d'humeur de l'électorat, lié à la conjoncture politique et uniquement à celle-ci. Une mauvaise interprétation de la victoire du « Non » fut de considérer, comme on l'a beaucoup dit à l'époque, que les français avaient voté en fonction « du contexte et non du texte ». Un an après les scrutins qui avaient permis à l'électorat d'exprimer un « vote sanction » particulièrement fort à l'encontre du gouvernement Raffarin, le vote du 29 mai 2005, en partie « débarrassé » de cette composante, a révélé, de manière beaucoup plus nette et significative que les élections européennes du 13 juin 2004, de quelle manière l'intégration européenne travaille en profondeur l'électorat et le système partisan français. A cet égard, l'ampleur de la victoire du « Non » s'inscrit dans des dynamiques sociales, idéologiques et politiques qui, au cours des dix dernières années, se sont progressivement structurées dans le sens d'un renforcement et d'un élargissement de l'euroscpticisme dans l'opinion française. Rappelons qu'en 1992 le Traité de Maastricht a été adopté avec 51,4% des suffrages, seulement, et, qu'au soir du 21 avril 2002 les candidats à l'élection présidentielle porteurs d'un message interrogeant, critiquant, voire rejetant l'intégration européenne représentaient plus de 40% des suffrages exprimés. En s'imposant dans le débat public, l'enjeu européen s'est progressivement ancré dans les perceptions que les électeurs ont de leur environnement socio-économique. Le référendum du 29 mai 2005 a montré que les électeurs se livrent, malgré leurs faibles connaissances sur l'intégration européenne, à un véritable travail de décryptage pour donner une signification sociale et politique à la construction européenne. Ce travail semble s'enraciner de plus en plus dans les incertitudes, les craintes, voire les peurs, qu'inspirent aux électeurs les délocalisations d'entreprises et d'emplois, dont ils rendent responsable l'Union européenne : interrogés à l'automne 2003 par l'Eurobaromètre, 86% des français déclarent craindre que les développements de l'Union européenne ne conduisent à des délocalisations dans des pays membres de l'Union où l'on produirait moins cher. Cette donnée n'a pas fondamentalement varié dans les vagues ultérieures de l'Eurobaromètre.

---

<sup>10</sup> Nous reprenons ici des éléments de nos travaux antérieurs sur la sociologie des attitudes politiques vis-à-vis de l'UE ainsi que sur le vote Non au référendum du 29 mai 2005.

Quelles logiques d'opinions rendent compte des clivages sociologiques et politiques révélés par le vote du 29 mai 2005 et comment ces logiques prennent-elles place dans un tableau plus général, celui des liens que les français font entre développement de l'intégration européenne et exposition aux risques de la mondialisation ? Loin d'être une « éruption » soudaine, le « Non » du 29 mai 2005 était largement contenu dans la lente structuration de l'opinion française vis-à-vis de l'intégration européenne et de la mondialisation. Sans faire preuve de « réductionnisme sociologique » et sans nier l'importance décisive du contexte politique du printemps de 2005, on peut montrer que les clivages ainsi révélés existaient préalablement et qu'ils étaient nettement perceptibles dans l'opinion française depuis plusieurs années. Nous prendrons essentiellement appui sur les données de l'Eurobaromètre réalisé au printemps de 2004, mais aussi sur les données de European election study 2004 et du Panel électoral français de 2002.

Ces données peuvent être analysées à l'aune des principaux modèles explicatifs que la littérature consacrée aux attitudes des citoyens vis-à-vis de l'intégration européenne a proposés. Deux grandes explications dominent : la première par l'économie – il s'agit notamment de l'intérêt des citoyens à soutenir l'intégration européenne au nom des avantages et des bénéfices qu'elle représenterait pour eux-mêmes ou pour leur pays – et la seconde par l'identité – c'est-à-dire les valeurs. Parallèlement, de nombreux travaux ont développé une grande diversité d'approches complémentaires. Parmi celles-ci, il convient de mentionner l'explication par la montée des valeurs du « postmatérialisme » et la mobilisation cognitive<sup>11</sup> des citoyens aux niveaux d'éducation plus élevés, l'explication par la satisfaction des citoyens vis-à-vis du gouvernement national<sup>12</sup>, par leurs préférences idéologiques et partisans<sup>13</sup>, par les influences du contexte politique national<sup>14</sup>, ou plus récemment les craintes vis-à-vis de l'immigration<sup>15</sup>. Cette abondante littérature s'accorde pour distinguer différentes dimensions dans le soutien des citoyens au processus d'intégration européenne : soutien diffus, soutien spécifique sur telle ou telle dimension<sup>16</sup>. Elle s'entend moins pour établir un indicateur synthétique, comparable d'une étude à l'autre.

---

<sup>11</sup>. Ronald Inglehart, « Cognitive Mobilization and European Identity », *Comparative Politics*, 3 (1), 1970, p. 45-70.

<sup>12</sup>. Mark Franklin, Michael Marsh et Lauren M. McLaren, « Uncorking the Bottle : Popular Opposition to European Unification in the Wake of Maastricht », *Journal of Common Market Studies*, 32 (4), 1994, p. 455-472 ; Leonard Ray, « Reconsidering the Link between Incumbent Support and Pro-EU Opinion », *European Union Politics*, 4 (3), 2003, p. 259-279.

<sup>13</sup>. Simon Hix et Christopher Lord, *Political Parties in the European Union*, New York (N. Y.), Palgrave, 1997 ; George Tsebelis et Geoffrey Garrett, « Legislative Politics in the European Union », *European Union Politics*, 1 (1), 2000, p. 9-36 ; Gary Marks et Marco R. Steenbergen, « Understanding Political Contestation in the European Union », *Comparative Political Studies*, 35 (8), 2002, p. 879-892.

<sup>14</sup>. Ignacio Sanchez-Cuenca, « The Political Basis of Support for European Integration », *European Union Politics*, 1 (2), 2000, p. 147-171 ; Sylvia Kritzinger, « The Influence of the Nation State on Individual Support for the European Union », *European Union Politics*, 4 (2), 2003, p. 219-241.

<sup>15</sup>. Claes H. de Vreese et Hajo G. Boomgarden, « Projecting EU Referendums. Fear of Immigration and Support for European Integration », *European Union Politics*, 6 (1), 2005, p. 59-82.

<sup>16</sup>. Il s'agit d'une distinction classiquement opérée à la suite des travaux de David Easton sur la nature du soutien des citoyens à leur système politique. On doit en effet à ce dernier l'idée selon laquelle l'existence d'un sentiment d'appartenance commun est un élément essentiel pour l'équilibre d'un système politique. Ce sentiment constitue selon David Easton une forme possible mais essentielle du soutien « diffus » au système politique, élément constituant fondamental de la légitimité qu'accordent les citoyens au système. Ce sentiment d'appartenance, souvent dénommé dans la littérature comme un « we-feeling », peut également être rapproché du concept de « communauté de sens » introduit dans la littérature par Karl Deutsch. Notons enfin que David Easton s'appuie sur ce concept pour proposer une distinction entre sens « social » et sens « politique » du sentiment d'appartenance à une communauté politique : si la dimension sociale est inhérente à l'organisation sociale, la dimension politique peut être absente alors même que la dimension sociale existe. Autrement dit, le sentiment de l'appartenance politique à une communauté constitue, pour David Easton, une manifestation supérieure de soutien diffus au système politique. Le soutien « spécifique » traduit quant à lui le soutien à des dimensions

Malgré cette profusion explicative, les explications en termes économiques et culturels (ou d'identité) demeurent les deux approches dominantes. L'approche économique a notamment reçu de très nombreuses validations empiriques : elle fait l'hypothèse que les individus réalisent des calculs coûts-avantages lorsqu'ils évaluent les acteurs ou les institutions politiques. Dans le cas de l'UE, projet politique fondamentalement basé sur l'hypothèse de libéralisation des frontières et des marchés, les individus à fort capital humain profiteraient davantage que les autres de ce processus et leur soutien serait ainsi plus instrumental et rationnel qu'affectif<sup>17</sup>.

Les différents modèles explicatifs de nature économique ont été empiriquement testés tant au niveau individuel (celui des Européens) qu'au niveau collectif (celui des États), à l'aide de données « objectives » (impact du taux de chômage) ou de données d'enquêtes portant sur les représentations et les perceptions individuelles. Une abondante littérature propose par exemple de distinguer l'impact « égocentrique » (sur soi-même) de l'impact « sociotropique » (sur son pays) des conditions économiques sur les opinions vis-à-vis de l'UE. Au plan individuel ou au plan national, on peut être un bénéficiaire net du financement de l'UE, être directement ou indirectement touché par l'importance des échanges économiques avec d'autres États membres de l'UE.

Les travaux qui se concentrent sur les facteurs culturels reposent sur le postulat selon lequel, si les facteurs économiques sont très importants, les influences liées à l'identité pèsent beaucoup plus fortement. Ils expliquent ainsi que les variations constatées au sein des opinions publiques en matière de soutien à l'intégration européenne dépendent de l'importance accordée, selon les pays ou les groupes d'individus, au sentiment d'identité nationale<sup>18</sup> ou aux craintes ressenties vis-à-vis de ce que la psychologie sociale appelle les *outgroups*<sup>19</sup> (« les autres »), notamment par rapport aux conséquences de l'intégration européenne en matière d'immigration.

### *Logiques d'opinions sur l'Europe et contexte économique*

---

plus particulières, voire conditionnelles, du soutien au système. En ce sens, la littérature tend souvent à confondre soutien spécifique et soutien « utilitaire ». Sur ces points, voir David Easton, *A System Analysis of Political Life*, New York (N. Y.), John Wiley, 1965 et « A Re-Assessment of the Concept of Political Support », *British Journal of Political Science*, 5, 1975, p. 435-457. De très nombreuses références sont disponibles dans la littérature sur l'ensemble de ces points et notamment sur la relation entre la légitimité de l'UE, la nature du soutien à cette intégration – le soutien diffus est-il une condition nécessaire de la légitimité de la construction européenne ? – et les motivations de ce soutien (utilitaire ou identitaire).

<sup>17</sup> Parmi les très nombreux travaux disponibles, retenons ceux de Matthew Gabel, « Economic Integration and Mass Politics », art. cité ; *Interests and Integration. Market Liberalization, Public Opinion and European Union*, Ann Arbor (Mich.), University of Michigan Press, 1998 ; avec Harvey D. Palmer, « Understanding Variation in Public Support for European Integration », *European Journal of Political Research*, 27 (1), 1995, p. 3-19. Pour une application récente de cette approche économique, voir Thomas Christin, « Economic and Political Basis of Attitudes towards the EU in Central and East European Countries in the 1990s », *European Union Politics*, 6 (1), 2005, p. 29-57.

<sup>18</sup> Liesbet Hooghe et Gary Marks, « Calculation, Community and Cues. Public Opinion on European Integration », *European Union Politics*, 6 (4), 2005, p. 419-443 ; Thomas Christin et Alexander H. Trechsel, « Joining the EU ? Explaining Public Opinion in Switzerland », *European Union Politics*, 3 (4), 2002, p. 415-443.

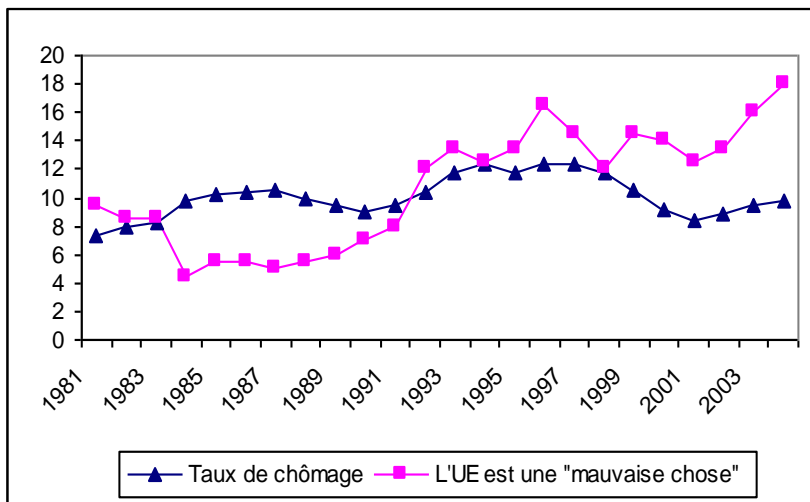
<sup>19</sup> Voir les travaux de Lauren M. McLaren, « Public Support for European Integration : Cost/Benefit Analysis of Perceived Cultural Threat ? », *Journal of Politics*, 64 (4), 2002, p. 551-566 ; *Identity, Interests and Attitudes to European Integration*, New York (N. Y.), Palgrave, 2006 ; « Explaining Mass-level Euroskepticism : Identity, Interests, and Institutional Distrust », *Acta Politica*, 42 (2-3), 2007, p. 223-251. On consultera également Catherine de Vries et Kees Van Kersbergen, « Interests, Identity and Political Allegiance in the European Union », *Acta Politica*, 42 (2-3), 2007, p. 307-328.

En matière européenne, le vote résulte d'un ensemble d'opinions, d'attitudes et de valeurs qui guident la décision de l'électeur. Les schèmes de perception de la réalité européenne sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique.

A cet égard, le référendum du 29 mai 2005 s'est déroulé sur fond de chômage à la hausse et de forte « déprime » des électeurs sur le présent et l'avenir économique à court terme. Les enquêtes Eurobaromètres nous apprennent que la confiance envers l'intégration européenne entretient une relation très étroite avec le climat économique : comme le montre le graphique ci-après, on observe, et pas seulement en France, une relation dans le temps entre la courbe des attitudes pro-européennes et le taux de chômage (ou de croissance du PIB). Selon les données des Eurobaromètres, depuis 1981, la réponse « L'Union européenne est une mauvaise chose pour la France » est au plus bas entre 1984 et 1990 (4 à 8 %), alors que le taux de chômage est stabilisé ; puis les opinions négatives progressent jusqu'en 1997, suivant la courbe du chômage. A la fin des années 1990, le chômage et les réponses négatives reculent, celles-ci restant supérieures à 10 % ; le mouvement des deux courbes s'inverse à partir de 2001, le plus fort taux d'opinions négatives depuis 1981 étant atteint en 2004 (18 %).

Graphique 1 : L'évolution des opinions sur l'appartenance de la France à l'Union européenne et l'évolution de chômage en France. 1981-2004.

(Sources : Enquêtes Eurobaromètres pour la courbe des opinions ; Données Eurostat pour la courbe du chômage).



De mauvaises perspectives de développement économique combinées à un niveau élevé de chômage, supérieur à 10% de la population active, créent un contexte particulièrement propice au développement d'attitudes défavorables à la construction européenne et à la mondialisation. Cette méfiance à l'égard de processus politique ou économiques perçus comme lointains et menaçants dans un contexte économique difficile peut être analysée au niveau des perceptions individuelles du contexte économique. Le pessimisme dans sa propre situation personnelle et professionnelle et plus encore dans la situation économique du pays est associé à « l'euro pessimisme ». Selon l'enquête European election study réalisée après les élections européennes de 2004 en France, parmi ceux qui déclaraient que la situation économique de la France avait empiré au cours des douze derniers mois seuls 36% indiquaient que l'appartenance de la France à l'Union européenne était une bonne chose, pourcentage s'élevant à 75% parmi ceux déclarant que la situation s'était nettement améliorée.

Le degré de confiance dans les institutions, qu'elles soient nationales ou européennes, conduit aussi à faire varier les opinions favorables sur l'Europe : plus cette confiance est marquée, plus le soutien à l'intégration européenne est fort. Pessimisme socio-économique et défiance dans les institutions combinent leurs effets et activent chez les citoyens un syndrome de pessimisme social et politique qui pèse de façon déterminante sur les attitudes politiques des Français vis-à-vis de l'intégration européenne. Chez les électeurs, une vision particulièrement négative de leur environnement social rejaillit fortement sur l'attitude à l'égard de l'Europe : ceux qui estiment que la démocratie française ne fonctionne pas bien ne soutiennent pas l'Europe.

Le référendum du 29 mai 2005 s'est manifestement déroulé sur fonds de pessimisme économique et de crise de confiance dans le pouvoir exécutif. Ces deux éléments ont constitué la trame de fonds nécessaire à l'activation, chez les électeurs, de craintes et d'interrogations déjà présentes vis-à-vis de l'intégration européenne. On retrouve ici un point fondamental de nos analyses antérieures : les craintes relatives à l'Europe sont de même nature que celles relatives à la mondialisation et les vecteurs en sont exactement comparables : on craint pour son emploi, pour l'avenir de la protection sociale et l'on perçoit comme menaçantes, tout phénomène qui repose sur le mouvement, l'innovation, la recomposition de l'existant. Activées, ces craintes et ces peurs se sont en partie « converties » dans les urnes en votes négatifs. « L'angoisse sociale » a constitué la véritable clef du scrutin du 29 mai 2005 comme elle constitue le ciment de l'anti-mondialisme. Selon l'enquête réalisée par TNS-Sofres le jour du vote, la première raison du vote négatif fut la conviction que « ce traité va aggraver la situation du chômage en France » suivie par l'expression d'un « ras-le-bol vis-à-vis de la situation actuelle ». La campagne du « Non » a su, de ce point de vue, mêler « angoisse sociale » et enjeu européen, réalisant dans l'opinion des électeurs un véritable « chaînage » entre ces deux ordres de préoccupations. Une nuance doit être apportée : les opinions défavorables à la mondialisation sont plus que celles sur l'Europe accompagnées de l'idée qu'un « autre monde » est possible, expression très importante dans la mouvance alter-mondialiste en France. Dit autrement l'alter-mondialisme, dans sa version de gauche en particulier, ne peut être réduit aux opinions négatives sur l'Autre, elles en sont même l'exact opposé : c'est bien au nom de la fraternité entre peuples et d'un monde plus juste que les opinions alter-mondialistes de gauche s'expriment le 29 mai 2005.

### *Logiques idéologiques et politiques des opinions sur l'Europe*

Les enjeux de l'intégration européenne renvoient à des débats idéologiques fondamentaux, sources de profondes divisions qui n'échappent pas aux électeurs. Le référendum de 1992 sur la ratification du Traité de Maastricht s'était principalement joué sur la place de l'Etat-Nation et l'exercice de sa souveraineté au sein du nouvel espace politique émergent. L'opposition principale était entre les « souverainistes », hostiles notamment à la monnaie unique, et les « européistes », favorables à l'Euro. Si l'on en croit l'analyse détaillée des données d'enquête de l'époque, les premiers se rencontraient principalement à droite et surtout à l'extrême droite mais aussi au Parti communiste. Mais cette opposition n'épargnait aucun parti. Finalement, près des deux tiers des électeurs de la gauche parlementaire votèrent en faveur du Traité, alors que ceux de la droite parlementaire se partagèrent entre le « Oui » et le « Non ». La situation politique (la gauche au pouvoir) avait une part d'explication dans ce résultat. Mais l'analyse des réponses à des questions sur les conséquences de la construction européenne en fonction de la sympathie partisane montrait très nettement que le vote des électeurs correspondait avant tout à leur perception de l'Europe. Dès 1992, la cohérence entre opinions et votes est très forte, mais elle s'organise selon des logiques qui brouillent le clivage traditionnel entre la gauche et la droite. A partir du début des années 1990, c'est bien un clivage entre partisans et opposants à l'intégration européenne qui s'affirme dans l'opinion française et qui transcende le clivage gauche-

droite selon une logique d'opposition aux extrêmes, les opinions les plus défavorables s'exprimant à l'extrême droite et au sein de la gauche communiste et de l'extrême gauche.

Le référendum du 29 mai 2005 a accentué ce phénomène de recomposition idéologique en permettant aux électeurs d'exprimer plusieurs formes de craintes, critiques, voire rejets de l'Europe telle qu'elle s'est incarnée dans les développements de l'intégration européenne depuis une quinzaine d'années. Avec Céline Belot, nous avons montré, dès 2002, que l'intégration européenne ne produisait plus un seul, mais deux clivages au sein de l'opinion française<sup>20</sup> : d'une part, un clivage entre partisans et opposants aux processus d'intégration européenne, brouillant et perturbant le clivage gauche-droite ; d'autre part, un clivage relatif aux craintes des conséquences des développements de l'intégration européenne en matière de protection sociale et plus largement en matière sociale. Ce second clivage, séparé et indépendant du premier, restituait, en 2002, toute sa pertinence au clivage gauche-droite : les électeurs de gauche, socialistes et Verts en particulier, se montrant tout à la fois favorables au processus d'intégration européenne et soucieux, voire craintifs, de ses conséquences en matière sociale. Les clivages révélés par le 29 mai 2005 s'inscrivent donc dans l'évolution des opinions des sympathisants de gauche depuis la fin des années 1990. Les enquêtes révèlent en effet la montée d'une opposition de gauche à la construction européenne qui se fonde moins sur la contestation du principe même de cette construction au nom de valeurs nationales et de la souveraineté française (thème de droite), que sur des considérations de nature socioéconomique qui conduisent à critiquer les modalités de la construction européenne. Ainsi, la proximité des électeurs du FN et du PC dans leur refus de l'Europe s'explique par des « raisons » opposées : défense de l'identité française pour les premiers, acceptation de l'idée européenne mais contestation de l'Europe libérale pour les seconds. Au cours de ces dernières années, cette perception critique de la construction européenne a gagné une large partie des sympathisants Verts et socialistes, et le phénomène s'est nettement accentué au cours de la campagne référendaire, faisant basculer une nette majorité des électeurs de ces deux formations dans le camp du « Non » (environ 60%). Le refus l'a largement remporté du fait de l'adhésion majoritaire (même si moins massive que souvent décrite) des électeurs de gauche à une vision critique de l'Europe, perçue comme étant à l'origine des difficultés économiques et une menace pour le modèle social français.

Paradoxalement, la critique de gauche du projet européen brouille un peu plus les repères idéologiques traditionnels puisque l'appartenance à une même famille politique peut s'accompagner de positions diamétralement opposées sur l'avenir de l'Europe. C'est sur ce socle idéologique incertain que vont se mettre en place les stratégies concurrentes en vue des prochaines élections nationales.

### *Logiques sociologiques des opinions vis-à-vis de l'Europe*

Ces bouleversements idéologiques qui affectent principalement les électeurs des différentes sensibilités de gauche ont une traduction sur le plan de la sociologie des votes. Toutes les données jusqu'à présent disponibles montrent que les attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne sont, en France comme dans les autres pays européens, socialement structurées : ce sont parmi les salariés des catégories populaires, celles dont le niveau de diplôme est le plus faible, que l'on observe la plus forte proportion

---

<sup>20</sup> D'autres travaux ont également mis en exergue la pluralité du rapport des français à l'intégration européenne, notamment dans le contexte du référendum de 2005 : Amandine Crespy, "Dissent over the European Constitutional Treaty within the French Socialist Party: Between Response to Anti-Globalization Protest and Intra-Party Tactics", *French Politics*, 2008, 6, pp. 23-44 ; Sylvain Brouard, Emiliano Grossman, Nicolas Sauger, *Les Français contre l'Europe ? Les sens du référendum du 29 mai 2005*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, chapitre 3 en particulier ; Jocelyn A. J. Evans, "The European dimension in French public opinion", *Journal of European Public Policy*, 14 (7), octobre 2007; pp. 1098-1116.

d'attitude très négative face à l'Europe, alors que cette proportion est à son minimum parmi les cadres et les professions supérieures. La différence d'attitude entre les positions sociales, ou les milieux sociaux, est encore plus nette si l'on prend en compte l'intensité des liens objectifs avec le monde ouvrier (être soi-même ouvrier, avoir un père et / ou un conjoint ouvrier) : plus l'appartenance au monde ouvrier est marquée, plus les critiques à l'égard de l'Europe sont fréquentes et le rejet de l'intégration européenne est fort. La perception de sa propre condition sociale contribue aussi à structurer les opinions vis-à-vis de l'Europe : se déclarer appartenir aux « pauvres », aux « exclus », à la « classe ouvrière », se traduit par des opinions plus négatives sur l'Europe.

Dans une série de travaux préalables, nous avons constaté que ce clivage vertical, objectif et subjectif, largement défini par la hiérarchie des professions et des diplômes, n'était pas vraiment remis en cause par d'autres éléments du statut social à quelques exceptions près : l'enquête du Panel électoral français de 2002 montrait ainsi que les salariés ouvriers du secteur public étaient devenus un peu plus défavorables à l'intégration européenne que leurs homologues du secteur privé. Les opinions à l'égard de l'intégration sont clairement segmentées sociologiquement selon une opposition entre milieux sociaux plus éduqués, plus favorisés et ouverts par leurs professions à la mobilité et aux échanges avec l'Europe et milieux sociaux moins favorisés et surtout moins dotés en capital scolaire et culturel. Les hommes également sont plus favorables que les femmes.

Le thème de l'Europe sociale et la tonalité « anti-libérale » de la campagne du « Non » ont-ils créé les conditions favorables à la cristallisation politique des opinions sur l'Europe en France, à leur alignement sur les dimensions habituelles du débat politique gauche/droite ? Deux évolutions majeures se sont produites le 29 mai 2005. D'une part, le vote « Non » a été important parmi des couches sociales jusqu'ici plutôt acquises aux développements de l'intégration européenne : les professions intermédiaires (enseignants, professions de la santé, éducateurs, cadres moyens d'entreprises) et plus généralement les salariés du secteur public : selon le sondage « sortie des urnes » d'IPSOS en date du 29 mai, 53% des professions intermédiaires et 64% des salariés du public ont voté « Non » (respectivement 38% et 49% en 1992). Des analyses détaillées pourraient montrer que ce sont parmi les salariés moyens plus menacés par le déclassement social que ces évolutions se sont produites, déjà perceptible dans l'enquête du Panel électoral de 2002. La seconde évolution fondamentale du 29 mai 2005 tient à la faiblesse du vote « Oui » parmi l'électorat de la gauche et les deux phénomènes sont liés : les salariés du public, notamment les professions intermédiaires, constituent le socle du vote socialiste en France.

Ces évolutions sont bien sûr à mettre en résonance par rapport aux données dont nous disposons dans l'enquête : si les plus éduqués, jeunes ou vieux, se montrent globalement favorables aux dimensions d'échanges et de fluidité des opportunités que donnent la mondialisation, ils craignent presque qu'autant que ceux qui ont les plus faibles niveaux de diplôme que la mondialisation se traduise par plus de chômage. Leur vision globale est certes favorable à la mondialisation (échanges culturels, compréhension mutuelle, mobilité accrue entre les pays de l'UE ; opportunités individuelles), mais cette vision positive ne saurait être lue naïvement. Du côté des moins éduqués, on retrouve dans les données de notre enquête, toutes les préoccupations et les craintes qui sont apparues le 29 mai 2005 à propos de l'Europe.

En conclusion de cette partie, on ne peut donc faire en France le constat que plus d'Europe est perçue comme plus de protection face à la mondialisation. Si les deux phénomènes ne sont pas perçus comme totalement identiques, on ne peut qu'être frappé des similitudes dans les logiques sociales et politiques d'opinion. Il faut dire que depuis plus de vingt ans, la forte défiance qui touche les élites politiques

dans l'opinion ne permet pas aux leaders politiques d'expliquer aux français ce monde qui change et ses contradictions. Comment expliquer le syndrome de pessimisme dans lequel l'opinion française est comme enclavée ? Quels en sont les ressorts et la portée aujourd'hui ? quels rôles les perceptions de l'UE et de la mondialisation jouent-ils ici ?

## *Les perceptions négatives de la mondialisation dans l'opinion publique en France*

La première vague du Baromètre politique français, réalisée au printemps de 2006, a fait apparaître deux caractéristiques majeures et significatives des attitudes politiques des français vis-à-vis du climat économique et de la politique en général : le pessimisme et la défiance<sup>21</sup>. Le pessimisme s'exprime surtout vis-à-vis du contexte économique tandis que la défiance touche les perceptions du système politique. Cette enquête fondatrice (car elle a joué ce rôle dans l'avancée des travaux conduits au CEVIPOF sur la question de la « défiance politique ») est l'un des plus détaillées disponibles en France par analyser les ressorts des attitudes des citoyens vis-à-vis de la mondialisation.

Cette enquête s'est déroulée en pendant la crise du CPE (printemps 2006) moment où l'opinion française semble être en proie à un pessimisme profond : plus de la moitié des français interrogés alors déclarent « ne pas s'en sortir avec les revenus de leur foyer ». Ce pessimisme concernant le niveau de vie est très largement répandu dans l'opinion et pas seulement chez ceux qui sont touchés par le chômage : si 76% des chômeurs pensent ainsi, ce sont néanmoins 52% des personnes ayant un travail, 55% des inactifs et des retraités qui partagent cette opinion. Globalement, 76% des personnes interrogées pensent que « les jeunes d'aujourd'hui auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ». L'ampleur de ce pessimisme explique qu'il n'épargne aucun segment de l'électorat : des classes d'âge les plus jeunes aux plus âgées, des milieux sociaux les plus exposés au chômage aux plus favorisés, partout le même syndrome semble figer l'électorat français dans une attitude de pessimisme sur son avenir.

Ce pessimisme pour soi-même et pour ses enfants se prolonge par un pessimisme sociotropique pour le pays. : 74% des personnes interrogées sont pessimistes quant à « l'évolution de la situation économique de la France dans les six prochains mois », un pourcentage particulièrement élevé même si le climat de l'opinion publique en France est depuis de nombreuses années pessimiste sur la situation économique. Les jeunes (78% des 18-24 ans) comme les personnes âgées (73% des plus de 65 ans), les cadres supérieurs et professions libérales (61%) comme les ouvriers (74%), ceux qui sont de gauche (78%) mais aussi ceux qui sont de droite et donc proches du pouvoir en place (66%) partagent ce sentiment. Ce qui frappe, ici encore, est l'ampleur du phénomène dans tous les segments de l'électorat, comme si les craintes quant à l'avenir économique du pays ne pouvaient trouver de limites sociologiques.

Ce pessimisme n'est pas conjoncturel et seulement lié à la crise du CPE ou à l'impopularité du gouvernement en place à l'époque. Il s'agit d'un phénomène structurel et profond qui se nourrit du sentiment d'une « France qui souffre » de tous les changements du monde et de son ouverture au monde, vécu davantage comme une contrainte et une menace que comme un choix et une chance. Les données du BPF permettent de préciser les choses dans une direction qui nous intéresse ici directement : le sentiment que la France « souffre » se nourrit des opinions vis-à-vis de la

---

<sup>21</sup> Cette partie s'appuie sur les résultats et les analyses développées dans le cadre du Baromètre Politique Français (BPF) et en particulier des analyses développées par Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré. Voir : Pascal Perrineau, Jérôme Jaffré. « A un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique ». Rapport disponible sur le site du CEVIPOF : [www.cevipof.msh-paris.fr/bpf](http://www.cevipof.msh-paris.fr/bpf). Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 s'est déroulé en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP. Les rapports rédigés par les chercheurs du CEVIPOF ont fait l'objet d'un cahier du CEVIPOF : *Baromètre Politique Français (2006-2007)*. Paris, Les Cahiers du CEVIPOF, n°46, avril 2007.

mondialisation des échanges économiques, de la mobilité des travailleurs et des individus mais aussi la construction européenne. L'enquête mesure en effet les opinions des français vis-à-vis de la mondialisation sous différentes facettes. Ces différentes facettes manifestent un niveau très élevé de craintes vis-à-vis de la mondialisation : 46% des personnes interrogées pensent que la mondialisation est « *plutôt un danger pour la France, parce qu'elle menace ses entreprises et son modèle social* » contre seulement 24% qui considèrent qu'elle est « *plutôt une chance, parce qu'elle lui ouvre des marchés à l'étranger et la pousse à se moderniser* » (30% se retrouvant ni dans l'une, ni dans l'autre position). Les données du BPF sont tout à fait cohérentes avec celles que l'on trouve dans l'Eurobaromètre : dans ces enquêtes européennes, la France est parmi les pays où la crainte des conséquences sociales et économiques de la mondialisation est la plus forte. Lorsque l'on demande aux français quels aspects de la mondialisation sont en cause, les craintes s'expriment dans tous les registres, économiques en particulier : 42% pensent que la France souffre de « la mondialisation des échanges économiques » contre 25% qui considèrent qu'elle « en tire profit », 41% de « la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne » (contre 18% qu'elle en tire profit), 34% de « la mobilité croissante des individus au sein de l'Union européenne » (contre 23% qu'elle en tire profit). Si l'Europe ne semble pas pour les français constituer un « bouclier » face à la mondialisation (nous l'avons vu dans la troisième partie), sa perception est touchée par le syndrome d'une France qui souffre : 41% des Français pensent que « la France souffre de la construction européenne » contre 27% qui estiment qu'elle « en tire profit ». Ces chiffres attestent que l'opinion publique française attribue aux phénomènes « extérieurs » (mondialisation, Europe) la responsabilité des souffrances objectivement ou subjectivement perçues comme conséquence de l'économie ouverte et mondialisée. Des données plus récentes, celles du Baromètre de la confiance politique, réalisé par le CEVIPOF depuis l'automne 2009, vont dans le même sens.

Une fois encore, tous les milieux sociaux sont concernés, y compris ceux dont le profil social les expose moins aux effets négatifs de la mondialisation : 39% des cadres supérieurs et professions libérales considèrent que « la France souffre de la mondialisation des échanges économiques », une proportion proche de celle qui est observée parmi les ouvriers (45%). Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, 35% pensent également que la France souffre de « la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne » (41% parmi ceux qui ont un niveau BEPC, CAP ou BEP). Ce sentiment d'une France qui ne tire profit d'aucun des mouvements qui touchent le monde n'est pas réservé aux extrêmes politiques porteurs d'un discours hostile à la mondialisation et à la mobilité des travailleurs ou à l'Europe : si 48% des sympathisants d'extrême gauche et 47% de ceux d'extrême droite considèrent que la France souffre de la mondialisation des échanges économiques, ils sont presque aussi nombreux à le penser parmi les sympathisants de la gauche de gouvernement et ceux de la droite de gouvernement (respectivement 41% et 39%). Il en est de même pour l'appréciation de la mobilité croissante des travailleurs au sein de l'Union européenne et, à un moindre degré, pour le jugement sur la construction européenne. Les jugements portés sur la mondialisation, à l'image de ceux sur l'Europe, transcendent donc les barrières du clivage gauche-droite. Nous verrons plus loin que, comme pour l'Europe également, un processus de politisation de ces jugements peut néanmoins être identifié dans les données du Baromètre Politique Français : le clivage entre « non de droite » et « non de gauche » que le référendum du 29 mai 2005 avait révélé se prolonge dans les jugements portés sur la mondialisation. Si l'opinion française est dans son ensemble très préoccupée par les conséquences de la mondialisation, on peut effet discerner des craintes de gauche et des craintes de droite.

Une première illustration de ce phénomène peut être trouvée dans la tonalité différente que l'on rencontre à gauche et à droite du spectre politique en ce qui concerne la mobilité des personnes liée à la mondialisation. Les données du BPF permettent de tester deux formulations de questions à propos de

ces phénomènes : on dispose d'un indicateur à propos de la mobilité des « individus » et d'un indicateur à propos de la mobilité des « travailleurs ». Selon le mot utilisé dans le libellé de la question on enregistre d'importants écarts : si 46% des sympathisants d'extrême gauche et 41% de ceux de gauche considèrent que la France souffre de « la mobilité des travailleurs au sein de l'UE », ils ne sont plus que 33% et 29% à penser de même pour « la mobilité croissante des individus au sein de l'UE ». En revanche, à droite, les deux mobilités font l'objet du même niveau d'appréciation négative. A l'extrême droite, c'est la mobilité des individus qui inquiète beaucoup plus que celle des « travailleurs » : la figure inquiétante du travailleur étranger est ici celle du chômeur ou de l'inactif, beaucoup plus que celle du qui a un emploi en France.

Comme l'analysent Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré, ce pessimisme et ces craintes débouchent sur un sentiment assez largement partagé du « déclin » de la France. Ils indiquent, à l'issue de leurs analyses que l'on compte six fois plus d'interviewés qui estiment que la France est en déclin plutôt qu'en progrès : 52% contre 8%. Ce sentiment de déclin n'est pas une idée liée seulement à l'attitude négative à l'égard de la mondialisation. Même parmi ceux qui pensent que la France « tire profit » de la mondialisation, le sentiment du déclin est assez largement répandu et domine quelque soit le domaine : 74% des personnes interrogées pensent que la France est en déclin en ce qui concerne le pouvoir d'achat (contre 7% en progrès, 19% ni l'un, ni l'autre), 48% pour ce qui a trait à l'école et à l'Université (contre respectivement 19% et 33%), 47% pour le système de santé (31% et 22%), 46% pour ce qui touche à l'influence de la France dans le monde (19%, 35%), 45% pour la solidarité dans la société (24% et 31%), 42% en ce qui concerne la compétitivité des entreprises (22% et 36%). Les seuls domaines pour lesquels les Français considèrent que leur pays est davantage en progrès qu'en déclin sont la recherche et l'innovation ainsi que le rayonnement culturel.

Dans leurs analyses, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré<sup>22</sup> proposent une typologie qui nous semble intéressante pour comprendre le phénomène de « politisation » des opinions sur le « déclin de la France » et indirectement sur la mondialisation. Ils concluent que le sentiment de « déclin » peut être décomposé en deux éléments distincts : « le déclin de la France en tant que puissance » (en termes d'influence de la France dans le monde, de compétitivité des entreprises, de l'école et de l'Université) et « le déclin d'une France porteuse de certaines valeurs » (en termes de solidarité dans la société, de système de santé, de pouvoir d'achat). Si le premier type fait référence au thème du déclin touchant la place de la France dans le monde et dans la compétition internationale, le second type renvoie à l'idée du déclin du pacte social.

La « politisation » des opinions sur « le déclin de la France » s'exprime dans nos données par la sociologie des deux types d'opinions : si 44% des interviewés ont une note élevée sur « le déclin de la France comme puissance », c'est parmi les commerçants et chefs d'entreprise, les cadres supérieurs ou professions libérales que cette attitude est la plus répandue. Politiquement, c'est parmi les électeurs de droite et d'extrême droite que cette attitude est la plus prégnante. Le sentiment du « déclin de la France du point de vue des valeurs associées au pacte social » est à la fois plus prononcé dans l'ensemble de l'électorat (58% des personnes interrogées ont une note élevée sur cette dimension) et particulièrement répandu parmi les professions intermédiaires et les électeurs de gauche.

A partir de ces résultats, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré ont construit un indicateur qui distribue ainsi les opinions vis-à-vis du déclin de la France : un gros quart de la population (28%) ne partage pas l'idée du déclin, qu'il s'agisse du « déclin-puissance » ou du « déclin-valeurs », un autre gros quart

---

<sup>22</sup> : Pascal Perrineau, Jérôme Jaffré. « A un an de la présidentielle, l'opinion publique est sous le double sceau du pessimisme sur la société et de la défiance sur la politique », op. cit.

(28% également) partage l'idée du « déclin en termes de valeurs », 14% seulement partage l'idée du « déclin puissance » et enfin 30% se situe simultanément dans les deux formes du « déclinisme » qu'ils identifient. Ces opinions différenciées à propos du déclin de la France et de la mondialisation s'articulent au sentiment de défiance face aux élites politiques, également très présent dans les données du BPF : alors que 37% des personnes interrogées ne se classent « ni à gauche, ni à droite » (un chiffre élevé et qui n'a que peu bougé pendant toute la durée du BPF), 69% déclarent ne faire confiance ni à l'une, ni à l'autre « pour gouverner le pays dans les mois qui arrivent ».

A partir de ces deux attitudes, Pascal Perrineau et Jérôme Jaffré ont construit une typologie de la distance ou de l'intégration des électeurs français au système politique :

-les « intégrés » : ils se classent sur l'échelle gauche/droite (à gauche, au centre ou à droite) et déclarent faire confiance à la gauche ou à la droite pour gouverner le pays.

-les « défiants » qui se classent sur l'échelle gauche/droite mais ne font confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.

-les « hors-système » qui ne se situent « ni à gauche, ni à droite » sur l'échelle gauche/droite et déclarent ne faire confiance ni à la gauche, ni à la droite pour gouverner.

La répartition des trois types est la suivante : moins d'un tiers (28%) des Français sont « intégrés » au système politique, 37% sont dans une attitude de « défiance » et 35% sont « hors-système » (3% n'étant pas classés dans ces trois types). Les électeurs hors-système comptent pour plus du tiers du corps électoral. Ces électeurs « hors système » se déclarent particulièrement défiants vis-à-vis de la politique et expriment des craintes très fortes vis-à-vis de l'Europe comme vis-à-vis de la mondialisation. Ils sont nombreux non seulement parmi les jeunes mais aussi au-delà et même jusqu'à l'âge de 50 ans. La proportion est élevée dans les classes moyennes et plus encore dans les catégories populaires (45% chez les employés et les ouvriers). Sur le plan politique, il s'agit davantage d'électeurs des petites formations politiques et d'une manière générale davantage d'électeurs de gauche : 31% des sympathisants de gauche s'y classent contre seulement 20% de ceux de droite (hors extrêmes).

Nous voudrions à présent et pour finir cette partie, tisser les liens qui unissent dans l'opinion française les différents éléments. La spécificité française est sans conteste l'ampleur du syndrome d'opinions qui unit les craintes des effets de l'innovation et de la modernisation à la défiance politique. Nous faisons l'hypothèse suivante: il semble que deux éléments fondamentaux se sont historiquement unis en France pour expliquer le rapport des français vis-à-vis de la mondialisation : d'une part le sentiment d'identité nationale, d'autre part le sentiment favorable à un Etat social et protecteur<sup>23</sup>. Tous les pays européens n'ont pas réalisé dans leur histoire la synthèse de ces deux éléments. En France, le pacte national et le pacte social sont étroitement liés. C'est bien ce qui explique, selon nous, que toute remise en cause ou projet de modification du périmètre de l'un touche l'autre. L'Europe et la mondialisation sont perçues comme des données inéluctables du monde d'aujourd'hui par les Français, mais ils sont avant tout

---

<sup>23</sup> Cette hypothèse a été testée et validée dans une recherche effectuée avec Gérard Grunberg : Bruno Cautrès, Gérard Grunberg, « Position sociale, identité nationale et attitude à l'égard de l'Europe. La construction européenne souffre-t-elle d'un biais élitiste ? » in : Olivier Costa, Paul Magnette (dir.), *Une Europe des élites ? Réflexions sur la fracture démocratique de l'Union européenne*, éd. de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 11-34. De manière plus générale et pour saisir le rapport des français et de la France à l'intégration européenne, on peut consulter : Helen Drake (ed.), *French Relations with the European Union*, Abingdon, Routledge, 2005; Helen Drake, 'France in Europe, Europe in France : The Politics of Exceptionalism and their Limits', in Chafer, Tony; Godin; Emmanuel (eds), *The End of the French Exception? Decline and Revival of the 'French Model'*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2000, pp. 187-202. Christian Lequesne, *La France dans la nouvelle Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

sensibles aux conséquences de ces processus sur le pacte social qui les lie à leur pays. Le pessimisme social français se nourrit de cette interprétation alors même que des secteurs de la société et de l'économie bougent. La crise de leadership politique et plus généralement la crise du rapport à la politique n'a pas permis aux élites d'être perçues comme celles qui donnaient le mode d'emploi de ces changements ou qui étaient capables de mettre en œuvre les solutions d'adaptation.

***La pluralité et la multidimensionnalité des liens entre attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne et vis-à-vis de la mondialisation***

Parvenu à ce stade de nos analyses, il semble donc bien que l'hypothèse d'une trame commune aux attitudes sur les deux processus, l'intégration européenne et la mondialisation, soit largement validée. Une seule et même dimension semble organiser conjointement les deux types de phénomènes et l'on pourrait donc transposer presque directement les concepts et les mesures développés pour l'un afin de comprendre l'autre. Les perceptions négatives de la mondialisation, comme celles de l'intégration européenne et de ses conséquences sociales, économique ou identitaires, relèveraient d'un traumatisme historique entre « perdants » et « gagnants » bien plus lourd et les dépassant, la « critical juncture » dont parle Kriesi dans son approche néo-rokkanienne<sup>24</sup>.

Nous avons souhaité approfondir davantage cette question et mettre en doute l'hypothèse d'une parfaite adéquation des représentations populaires de l'intégration européenne et de la mondialisation. Pour mieux comprendre les relations plus complexes qu'un simple « décalque » que les français entretiennent simultanément vis-à-vis de l'intégration européenne et de la mondialisation, nous avons réalisé un ensemble d'analyse géométriques des données à partir de l'Eurobaromètre 71.3 (printemps 2009)<sup>25</sup>. Deux séries d'analyses factorielles ont été conduites, la première sur les données du tableau 2 et la seconde sur les données du tableau 1.

---

<sup>24</sup> Nous empruntons les concepts de « perdants » et de « gagnants » aux travaux de Hanspeter Kriesi qui les utilise dans le cadre d'une analyse des transformations politiques liées à la globalisation dans six pays européens. Voir [Hanspeter Kriesi, Edgar Grande, Romain Lachat](#), Martin Dolezal et Simon Bornschie, *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008. Voir également sur ce point les analyses de Neil Fligstein, *Euroclash. The EU, European Identity, and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2008. Fligstein applique ces concepts de gagnants et de perdants au cas de l'intégration européenne.

<sup>25</sup> Cette vague de l'Eurobaromètre est particulièrement pertinente ici compte tenu de ses thèmes généraux : l'lobalization, Personal Values and Priorities, European Identity, Future of the European Union, Social Problems and Welfare, and European Election.

Tableau 1 : Les opinions vis-à-vis de la mondialisation en France et dans l'Union européenne

	% en France	% « ne sait pas » en France	% parmi les 27 membres de l'UE	% « ne sait pas » parmi les 27 membres de l'UE
L'économie nationale est influencée par la situation de l'économie mondiale	81	7	84	6
La mondialisation accroît les inégalités sociales	77	8	61	16
La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial	73	11	70	16
La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises dans notre pays	73	70	41	16
L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale	62	9	68	11
L'UE permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation	39	12	56	16
L'UE aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation	37	12	48	17

Tableau 2 : Les opinions vis-à-vis de l'Union européenne en France et dans l'Union européenne

	% en France	% « ne sait pas » en France	% parmi les 27 membres de l'UE	% « ne sait pas » parmi les 27 membres de l'UE
En faveur d'une union monétaire européenne avec une seule monnaie (a)	73	3	64	7
Se déclare optimiste à propos du futur de l'UE	56	5	65	6
Le pays a bénéficié de son appartenance à l'UE	53	12	60	11
L'appartenance du pays à l'UE est une bonne chose	49	3	53	4
A plutôt confiance dans le Parlement européenne	46	17	53	14
A une image positive de l'UE	44	1	44	2
A confiance dans l'UE	42	10	51	11
A confiance dans la Commission européenne	41	22	49	19
A confiance dans la Banque centrale européenne	38	23	49	21
Est favorable à une vitesse de la construction européenne plus élevée pour certains pays	31	17	41	19
Est favorable à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir	29	7	46	12

(a) Pour les 17 pays membres de la zone euro en 2009, les pourcentages sont : 73% en faveur d'une union monétaire au sein de l'UE, avec une seule monnaie et 5% de réponses « ne sait pas ».

En ce qui concerne les données du tableau 2 (pour les seuls répondants français), l'analyse factorielle retrouve très largement les contours d'une sociologie des opinions vis-à-vis de l'intégration européenne

que nous connaissons déjà bien et que nous avons analysé plus haut. La première dimension de l'analyse factorielle (26.24% de la variance) oppose les représentations les plus clivées de l'intégration européenne : d'un côté ceux qui considèrent que l'appartenance de la France à l'Union européenne a été une bonne chose, que la France a bénéficié de cette appartenance et qui expriment leur confiance dans l'Union européenne comme dans ses institutions (Parlement européen, Commission européenne et Banque Centrale européenne) ; d'un autre côté ceux qui expriment un profil de réponses exactement inverse. La seconde dimension de l'analyse factorielle ne peut être réellement interprétée : elle est caractéristique d'un « effet Guttman » qui oppose les modalités extrêmes (fortes oppositions ou fort soutien à l'intégration européenne) aux modalités intermédiaires (considérer que l'appartenance de la France à l'Union européenne n'est « ni une bonne, ni une mauvaise chose », avoir une image « neutre » de l'Union européenne). En d'autres termes, compte-tenu des indicateurs disponibles dans cette vague de l'Eurobaromètre, l'analyse factorielle n'indique qu'une seule réelle dimension, celle qui oppose le plus radicalement les opinions positives et négatives vis-à-vis de l'UE. Afin de caractériser sociologiquement cette dimension, nous avons projeté dans le plan factoriel les caractéristiques sociologiques et politiques des répondants.

Sociologiquement, les représentations les plus négatives et les plus positives vis-à-vis de l'intégration européenne s'incarnent toujours en 2009 dans des milieux sociaux qui opposent « le haut » et « le bas » des hiérarchies sociales : les plus en faveur et les plus positifs vis-à-vis de l'intégration européenne sont travailleurs indépendants et plus encore cadres, ils ont terminé leurs études après l'âge de 20 ans ou sont étudiants, jeunes (moins de 40 ans) et hommes ; les femmes, les ouvriers, les chômeurs ou personnes au foyer, ceux d'âge mûr (40-54 ans ou plus de 55 ans) ou qui n'ont pas suivi d'études à temps plein ou qui ont terminé leurs études avant l'âge de 16 ans ou entre 16 et 19 ans sont les plus négatifs vis-à-vis de l'intégration européenne. Politiquement, cette dimension d'analyse perturbe significativement le classement sur l'échelle gauche-droite : les plus négatifs vis-à-vis de l'intégration européenne se classent à la fois sur les positions les plus à gauche (notes d'échelle gauche-droite de 1 à 3) et les plus à droite (notes 9 et 10) tandis que ceux qui se montrent les plus positifs se classent sur les notes intermédiaires qui vont du centre-gauche à la droite (notes 4, 6,7 et 8). Il n'y a donc pas de correspondance entre les attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne mesurée par cette première dimension et l'échelle gauche-droite.

Venons-en à présent à la seconde analyse factorielle, celle qui porte sur les données du tableau 1 (pour les seuls répondants français), les opinions à propos de la mondialisation. La première dimension (24.41% de la variance) oppose les opinions les plus positives aux opinions les plus négatives et inquiètes vis-à-vis de la mondialisation. Toutes les modalités de réponse ne contribuent pas à égalité à cette opposition : ce sont essentiellement les représentations générales et économiques de la mondialisation (comme une opportunité de croissance économique ; ou comme une bonne opportunité pour les entreprises grâce à l'ouverture des marchés plutôt qu'une menace pour l'emploi et les entreprises en France) et les représentations du rôle de l'Union européenne face à la mondialisation (comme aidant les citoyens européens à « se protéger des effets négatifs » de la mondialisation ou comme permettant aux citoyens de « mieux profiter des effets positifs » de la mondialisation). On

constate ici une forte congruence des représentations économiquement négatives de la mondialisation et des représentations de l'Union européenne comme exposant les citoyens aux effets négatifs de cette mondialisation ou ne leur permettant pas de profiter d'en tirer profit. La seconde dimension (13.20% de la variance) oppose principalement les opinions vis-à-vis du rôle de la mondialisation dans les inégalités sociales : d'un côté ceux qui considèrent que la mondialisation accroît les inégalités sociales et qu'elle rend nécessaire des règles communes au niveau mondial, d'un autre côté ceux qui pensent le contraire. Les opinions vis-à-vis de l'Union européenne comme un « rempart » face aux effets négatifs de la mondialisation contribuent également à cette seconde dimension et s'articulent aux opinions vis-à-vis de la mondialisation de manière différente de la première dimension : d'un côté ceux qui considèrent que la mondialisation accroît les inégalités sociales mais pensent que l'Union européenne aide les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation, de l'autre côté ceux qui ont un profil de réponses inversé. Notre seconde dimension permet de faire apparaître une déconnection des opinions sur la mondialisation et sur l'Union européenne, un résultat peu obtenu jusqu'à présent par les recherches empiriques existantes et notamment lors de nos analyses des données du Baromètre Politique Français de 2006.

Afin de prolonger ces premières analyses et de « typifier » les profils de réponses mis à jour, on peut représenter dans un graphique à deux dimensions ces dimensions et projeter sur ce plan factoriel les caractéristiques sociales et politiques des français. La première dimension oppose principalement les milieux sociaux caractérisés par les plus faibles niveaux d'étude (sortie du système scolaire avant l'âge de 16 ans), les professions ou statuts sociaux les moins favorisés (ouvriers, chômeurs et plus encore les personnes au foyer) et les âges les plus élevés (notamment les 40-54 ans et les plus de 55 ans), aux milieux sociaux des cadres, des étudiants, de ceux qui ont prolongé leurs études au-delà de l'âge de 20 ans, des plus jeunes (les 15-24 ans surtout mais aussi le 25-39 ans). Les premiers sont plus souvent des femmes, les seconds des hommes. Politiquement, le classement sur l'échelle gauche-droite n'est pas parfaitement restitué par cette dimension, mais il l'est néanmoins davantage que dans le cas des opinions sur l'Union européenne. Sur l'échelle gauche-droite utilisée par l'Eurobaromètre (échelle en dix positions de la gauche à la droite, sans mention explicite des positions « extrême-gauche » et « extrême droite » aux deux bouts de l'échelle), ceux qui se classent en positions 1, 2, 3 et 4 obtiennent des scores factoriels de même signe que les milieux sociaux les plus négatifs vis-à-vis de la mondialisation tandis que ceux qui se classent en positions 6, 7, 8 et 9 obtiennent des scores de signe opposé. Ceux qui se classent en position médiane (note 5 sur l'échelle) sont pratiquement positionnés au barycentre des scores factoriels tandis que ceux qui se classent en position 10 (position à l'extrémité droite de l'échelle) rejoignent dans leur vision négative de la mondialisation ceux qui se sont classés sur les positions de gauche. L'ordre de l'échelle gauche-droite n'épouse donc qu'imparfaitement l'opposition à la mondialisation même si cette opposition semble bien davantage structurée par l'échelle gauche-droite que l'opposition à l'intégration européenne.

La vision socialement négative ou positive de la mondialisation dont la seconde dimension de l'analyse factorielle rend compte traduit une opposition entre milieux sociaux structurée très différemment : du côté de ceux qui ne pensent pas que la mondialisation accroît les inégalités sociales mais qui pensent que l'Union européenne n'aide pas les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation, on retrouve des milieux sociaux dont les niveaux d'étude sont faibles ou moyens, principalement des

femmes, des plus de 55 ans et des statuts qui se situent en dehors du salariat (travailleurs indépendants, chômeurs, personnes au foyer et retraités) ; du côté de ceux qui pensent que la mondialisation accroît les inégalités sociales mais que l'Union européenne aide les citoyens à se protéger de ses effets négatifs, on retrouve des salariés (cadres et employés, ouvriers dans une moindre mesure), des niveaux d'étude élevés (fin des études après l'âge de 20 ans) ou très faibles (pas d'éducation à temps plein), des hommes, des moins de 55 ans.

Politiquement, l'opposition que la seconde dimension définit clive fortement entre ceux qui s'identifient à droite (notes 5 à 8 et note 10 de l'échelle gauche-droite) et qui sont du côté des opinions positives vis-à-vis de la mondialisation mais négatives vis-à-vis du rôle de l'Union européenne pour aider les citoyens à se protéger de la mondialisation, et ceux qui s'identifient à gauche (notes 1 à 4 de l'échelle gauche-droite) et qui sont du côté des opinions négatives vis-à-vis de la mondialisation (accroissement des inégalités sociales) mais positives vis-à-vis de l'Union européenne dans sa capacité à aider les citoyens à se protéger de la mondialisation. La seconde dimension de l'analyse factorielle renvoie donc à deux modalités très différentes d'articulation entre représentations de la mondialisation et représentations de l'Union européenne.

Afin de conforter cette interprétation, nous avons également projeté dans le plan factoriel deux indicateurs d'opinions vis-à-vis de l'intégration européenne en général et pas en lien avec la question de la mondialisation : l'opinion selon laquelle l'appartenance de la France à l'Union européenne a été une bonne chose (plutôt qu'une mauvaise chose ou que ni une bonne, ni une mauvaise chose) et l'opinion selon laquelle la France a, ou pas, bénéficié de son appartenance à l'Union européenne. On s'aperçoit tout d'abord que sur la première dimension, les opinions positives vis-à-vis de la mondialisation sont bien associées à une évaluation positive de l'intégration européenne en général ; mais on s'aperçoit ensuite que sur la seconde dimension les opinions non-négatives vis-à-vis de la mondialisation (elle n'accroît pas les inégalités sociales) sont associées à des évaluations négatives de l'intégration européenne en général. Les milieux sociaux qui, sur la seconde dimension, sont à la fois plus âgés, moins éduqués, souvent hors du salariat ou du marché du travail et qui se positionnent à droite de l'échelle gauche-droite attribuent davantage les difficultés qu'ils vivent à l'Union européenne qu'à la mondialisation ; en revanche, ceux qui estiment que la mondialisation accroît les inégalités sociales mais que l'Union européenne aide les citoyens à se protéger de ses effets négatifs, plus jeunes, salariés, situés politiquement à gauche, évaluent positivement l'Union européenne en général et dans sa capacité à protéger les citoyens de la mondialisation.

## **Conclusions**

Le rapport qu'entretiennent les français à l'intégration européenne et à la mondialisation traduit tout d'abord une trame commune : celle de la défiance vis-à-vis des hommes politiques à donner sens à ces évolutions et processus, du pessimisme économique durablement prégnant dans les opinions et d'une forte interrogation sur l'avenir du « modèle français » de protection sociale, entendu au sens large du terme. Le débat sur l'avenir de l'intégration européenne s'est en fait cristallisé tout en se déplaçant au cours des vingt dernières années : c'est aujourd'hui moins la question de la souveraineté nationale que

celle des avantages, bénéfiques et projets politiques et économiques de l'Europe qui compte. La préoccupation pour la mondialisation s'est diffusée dans l'opinion publique et dépasse très largement aujourd'hui les cercles restreints de l'altermondialisme militant. Il n'est pas surprenant que les deux processus partagent dans l'opinion une forte trame commune : le clivage entre perdants et gagnants de ces deux processus (en reprenant le vocabulaire de Kriesi ou de Fligstein), marque durablement les univers de représentations mentales qui y sont attachés. Mais cette trame commune, qui donne souvent l'impression d'une seule et même dimension tend elle-même à se scinder : nos analyses portant sur les données de l'Eurobaromètre 71.3 montrent que les univers de représentations des deux processus ouvent correspondre à des articulations mentales différentes. Si la trame commune d'une dimension englobant les deux processus constitue bien la première facette du phénomène qui les unit, une seconde dimension apparaît : celle-ci permet de découvrir que les opinions sur les liens entre l'intégration européenne et sur la mondialisation sont plurielles. Sociologiquement et politiquement, ce ne sont pas les mêmes citoyens qui pensent que l'UE permet aux citoyens de se protéger des effets de la mondialisation.

Les études d'opinions relatives à l'intégration européenne et aux rapports des citoyens vis-à-vis de l'UE doivent donc à la fois élargir naturellement leur champ aux études sur les représentations de la mondialisation. Les indicateurs qui permettront de mieux saisir les deux processus doivent faire l'objet d'un travail conceptuel et empirique très important dans les années à venir. Il ne suffira pas néanmoins de « plaquer » le savoir conceptuel et empirique des études européennes directement sur la question de la mondialisation pour monter en généralité et réaliser une synthétique sociologie politique des opinions internationales: il ne fait guère de doutes que les deux questions de recherche, prises sous l'angle des représentations populaires, devront progressivement s'intégrer tout en développant des indicateurs empilés dans une logique « multi-niveaux » : en partie sécants et en partie spécifiques.

Bruno Cautrès

